



## La lettre de l'Institut Schiller n° 68 - samedi 26 août 2023

**Nous vous rappelons que *La lettre de l'Institut Schiller* ne paraîtra pas la semaine prochaine. Nous nous retrouverons donc le 9 septembre.**

Le 15ème sommet des BRICS qui vient de s'achever à Johannesburg, en Afrique du Sud, a prouvé qu'**un nouveau monde est en train d'émerger**. L'intérêt considérable pour le type de développement économique concret proposé par les BRICS a conduit à une augmentation du nombre de participants et à l'arrivée de nouveaux membres pour la première fois depuis 2010, y compris, outre l'Argentine et l'Egypte, l'Arabie saoudite et l'Iran qui, il y a six mois encore, n'avaient plus de liens diplomatiques entre eux.

En dépit de cela les médias occidentaux on fait entendre, *ad nauseam*, la petite musique du "ça ne marchera pas" "il y a trop de différences", "ce n'est qu'une tentative désespérée des autocrates Poutine et Xi", etc.

Comme l'a d'ailleurs déclaré le président brésilien Lula le 21 août : *"Beaucoup ont dit que les BRICS étaient trop différents pour former une vision commune. Mais l'expérience démontre le contraire. Notre diversité renforce la lutte pour un nouvel ordre qui tienne compte de la pluralité économique, géographique et politique du 21e siècle"*. Et, à Johannesburg, le ton était bien à l'unisson avec Lula, avec un thème qui revenait dans toutes les discussions : *"Les hégémonies néocoloniales sont révolues, se profile aujourd'hui un avenir exigeant la souveraineté et l'égalité pour tous !"*

**Ce qui s'est déroulé à Johannesburg est à placer dans la continuité de l'esprit de Bandung et des non-alignés**, une bataille à laquelle Lyndon LaRouche et l'Institut Schiller ont été historiquement associés. En évoquant les objectifs et le rôle de Bandung, lors d'une réunion consacré au dialogue entre les BRICS et l'Afrique, l'hôte du sommet, le président sud-africain Ramaphosa ne pouvait être plus clair : *"nous nous souvenons de la conférence de Bandung de 1955, au cours de laquelle les nations asiatiques et africaines ont demandé que les pays en développement aient davantage voix au chapitre dans les affaires mondiales. La conférence a appelé à la reconnaissance de l'égalité de toutes les nations, grandes et petites. Nous partageons toujours cette vision commune d'un monde juste et équitable"*.

L'attitude calme mais passionnée des nations du Sud - exprimée tout au long du sommet des BRICS - se heurte toutefois, de la part des dirigeants occidentaux, à un mélange de sidération et d'aveuglement, sans qu'ils paraissent comprendre que l'histoire les reléguera dans ses oubliettes s'ils se montrent incapables de revoir leurs

présupposés et de répondre aux demandes de la majeure partie du monde.

Les remarques de la présidente de la Nouvelle banque de développement (NDB) des BRICS, Dilma Rousseff, ont mis cette réalité sur la table. *"Aujourd'hui, la NDB est une banque bien capitalisée avec un très faible effet de levier, et elle a toutes les conditions pour étendre son rôle en tant qu'outil important pour mener à bien les projets de développement durable dont nos pays ont besoin"*, a-t-elle déclaré. La banque des BRICS, qui insiste sur sa position de ne pas imposer de "conditionnalités onéreuses", est en train de **devenir un prêteur légitime pour le développement des nations, en dehors du contrôle du système financier dominé par l'Occident.**

Quant à la réponse de la Maison Blanche à cette situation, elle peut se résumer à deux mots : **embarrassante** et **déconnectée**. Le conseiller à la sécurité nationale, Jake Sullivan, a annoncé que le président Biden se rendrait en Inde pour le sommet du G20 du mois prochain afin de *"réaffirmer l'engagement des États-Unis envers le G20 en tant que principal forum de coopération économique au niveau mondial"*. Manifestement inquiet du sentiment croissant manifesté par les BRICS et les pays du Sud, M. Sullivan a ajouté que *"nous devons nous assurer qu'il existe des solutions de haut niveau et à fort effet de levier pour relever les défis auxquels les pays sont confrontés, et une manière d'en avoir le plus pour notre argent c'est avec la Banque mondiale et le FMI"*.

Il est toutefois à parier que les humeurs des Occidentaux seront progressivement reléguées au rang de souci cadet pour les pays des BRICS, entièrement tendus vers la résolutions d'enjeux majeurs. Dans ce contexte, il faut noter que la vague de fond des BRICS a également touché la question stratégique de l'éducation. Lors du sommet des ministres de l'Éducation des BRICS, qui s'est tenue au mois de juillet, et sous l'impulsion de la Russie et de l'Afrique du Sud, les responsables de ces pays ont manifesté *leur intention de créer leur propre palmarès en matière d'éducation*, précisant au passage, [selon Sputnik du 17 juillet](#), que "ce projet ne souffrira d'aucune influence".

Cette décision, d'une grande portée pour le futur, est à comprendre dans le cadre des enjeux que représente les classements internationaux des universités, à l'image du fameux "classement de Shanghai". Pour Konstantin Moguilevsk, le vice-ministre russe de l'Éducation et des Sciences, *"Les universités russes font face à des restrictions de leur participation aux classements internationaux existants pour des raisons politiques"*.

Alors que dans le monde transatlantique la tendance est ainsi à exclure la Russie de toute participation internationale, les BRICS, **soucieux de s'affranchir d'une dérive arbitraire, ont finalement choisi, de rompre avec les règles du jeu établies par les occidentaux, basées sur le quantitatif et le financier en donnant la priorité aux "indicateurs qualitatifs"** d'un classement international des universités, favorisant "les données objectives et jouissant d'une confiance universelle".

Cette initiative est à rapprocher des intentions précédemment affichées par le Président Xi-JinPing qui, à l'occasion d'une visite à

l'Université du peuple, à Pékin, en 2022, avait insisté sur le fait que **son pays devait définir par lui-même quel étaient les critères favorisant la qualité de l'enseignement menant à l'excellence les étudiants dans les établissements du pays.**

Peu de temps après, de prestigieuses universités chinoises avaient manifesté leur réticence à continuer de figurer dans les classements internationaux issus du calibrage opéré par les pays occidentaux.

Le remarquable succès de la mission spatiale indienne, en plein milieu du sommet, a donné un avant-goût du potentiel énorme des BRICS, un potentiel qui sera au service de l'humanité. Comme l'a souligné le Premier ministre indien Narendra Modi à l'annonce du récent alunissage de **Chandrayaan-3**, le rover lunaire, sur le pôle sud de la Lune, **il ne s'agit pas seulement d'un succès pour l'Inde, "ce succès appartient à toute l'humanité".**

*"Aucune montagne ne peut arrêter le flot déferlant d'un fleuve puissant"*, a déclaré Xi Jinping dans son discours de clôture. Plutôt que de prétendre "tenir le fleuve en laisse" ou de vouloir l'arrêter, **les nations du "Nord global" doivent unir urgemment leurs efforts à ceux des BRICS, pour mettre en place un ordre économique meilleur et plus juste, pour tous.**



## Dilma Rousseff, définit le rôle de la NDB : La paix et le développement

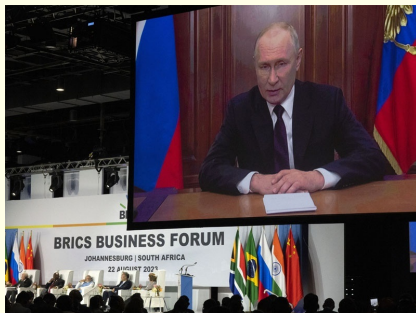
Le monde dispose dorénavant d'une banque internationale de développement dirigée par une femme d'État et non par un banquier ! Les avantages de cette situation sont apparus très clairement lors de l'entretien accordée par la directrice de la nouvelle banque de développement des BRICS, l'ancienne présidente brésilienne Dilma Rousseff, à la chaîne chinoise CGTN le 19 août, dans le cadre de son programme *"Leaders Talk"*.

Mme Rousseff a expliqué que son expérience en tant que présidente d'un pays en développement, confronté à une immense pauvreté, l'avait rendue très sensible aux problèmes rencontrés par d'autres pays en développement. Alors qu'en tant que présidente du Brésil, elle a toujours agi avec la conviction que le Brésil pouvait devenir un grand pays se tenant à l'abri de la pauvreté, elle a exprimé son enthousiasme face à l'opportunité qu'elle a aujourd'hui d'aider

d'autres pays à se développer et à améliorer les conditions de vie de leur population. La nouvelle banque de développement a été annoncée [en 2014 lors du sommet des BRICS à Fortaleza](#), au Brésil, alors qu'en tant que présidente du pays, elle était l'hôte du sommet. Cette toute jeune institution est aujourd'hui en plein essor et s'attache à fournir les financements dont les pays en développement ont besoin pour faire face à tous leurs problèmes, a-t-elle souligné.

*"L'infrastructure est essentielle", a-t-elle ajouté, "toutes sortes d'infrastructures : logistique, numérique 5G et trains à grande vitesse comme ceux de la Chine ! Nous sommes ici pour améliorer la vie des gens".* Elle a suggéré que la banque des BRICS serve de plateforme aux différents pays pour partager leurs expériences réussies en la matière. *"Chaque pays peut développer son propre modèle et apprendre le meilleur de ce que d'autres pays ont mis en pratique".* Mme Rousseff n'a pas mâché ses mots sur le caractère inacceptable d'un ordre mondial qui mène une guerre économique sous couvert de sanctions. *"Leur but est de provoquer des problèmes sociaux, de perturber les sociétés, afin de créer les conditions d'un changement de gouvernement. Aucun pays ne peut dicter à un autre pays le système qu'il doit utiliser ; les pays ont des civilisations et des histoires différentes. L'utilisation de 'juridictions au bras long' (en référence aux sanctions secondaires) va à l'encontre de toute l'histoire du développement dans le monde. Elle a notamment cité l'impact négatif énorme sur l'industrie chimique allemande comme exemple des dommages causés par les sanctions contre la Russie".* À deux reprises, elle a insisté sur le fait que les deux principes qui doivent prévaloir dans les relations et les changements mondiaux sont la paix et le développement. Le mécanisme de coopération des BRICS contribuera de manière significative à la paix et au développement dans le monde, a-t-elle souligné.

Seuls des extraits en anglais, en [espagnol](#) et en [italien](#) ont pour le moment été rendu disponibles par CGTN.



Poutine au Forum d'affaires des BRICS: la NDB est une "alternative crédible aux institutions de développement occidentales".

Le 22 août 2023, les dirigeants des BRICS se sont adressés au Forum d'affaires des BRICS à la fin de la journée. Bien que physiquement absent, le président russe Vladimir Poutine y assistait par visioconférence et a mis l'accent sur certains points critiques lui paraissant



A Johannesburg, le président brésilien défend l'Argentine

Le 22 août depuis Johannesburg, où il participait au sommet des BRICS, le président Lula da Silva a plaidé une nouvelle fois, lors de sa conférence de presse hebdomadaire, *"Conversation avec le président"* en faveur de l'adhésion de l'Argentine aux BRICS. Conscient de la guerre financière menée par la City de Londres et Wall Street contre le gouvernement argentin, qui a conduit le président Alberto Fernández à ne pas participer au sommet de Johannesburg, Lula a

susceptibles d'être abordés lors du sommet des dirigeants des BRICS.

Pour le président russe, "Il est important que ce forum se concentre sur des questions aussi urgentes que la reprise économique post-pandémique des Etats membres des BRICS, l'amélioration du bien-être des citoyens, la modernisation industrielle, le développement de chaînes de transport et de logistique efficaces et la stimulation de transferts de technologie équitables.

"Ces tâches difficiles et complexes doivent être abordées dans le contexte d'une volatilité croissante des marchés boursiers, monétaires, énergétiques et alimentaires, associée à une pression inflationniste substantielle résultant, entre autres, de la création monétaire irresponsable à grande échelle par un certain nombre de pays cherchant à atténuer les effets de la pandémie, ce qui a conduit à l'accumulation de la dette privée et publique.

"La situation économique mondiale est également gravement affectée par la pratique illégitime des sanctions et le gel illégal des avoirs d'États souverains, ce qui revient essentiellement à piétiner toutes les normes et règles fondamentales du libre-échange et de la vie économique - des normes et règles qui, il n'y a pas si longtemps, semblaient immuables".

Il poursuit : "Les prix des denrées alimentaires, des produits agricoles de base et des récoltes sont poussés à la hausse, ce qui fait souffrir les pays les plus vulnérables et les plus pauvres.

"Il est important de noter que, dans ces circonstances, les États du BRICS ont renforcé leur interaction. (...) De plus en plus de nouveaux projets d'infrastructure et d'investissement sont lancés, le commerce mutuel se développe,

déclaré aux journalistes : "Je défends le fait que nos frères argentins puissent participer aux BRICS", [a rapporté le quotidien Ambito Financiero](#). "Voyons ce qui se passera lors de la réunion, si elle aura lieu maintenant ou dans un ou deux mois, mais il est très important que l'Argentine fasse partie des BRICS".

Lula a précisé que le Brésil devait se développer en même temps que son voisin argentin.

"Le Brésil ne peut pas poursuivre une politique de développement industriel sans se rappeler que l'Argentine est un pays qui doit grandir avec le Brésil. Nous devons partager ce que nous faisons avec l'Argentine", [a-t-il déclaré, selon Correio Braziliense](#). Il a également

souligné que les échanges commerciaux avec l'Argentine pouvaient facilement se faire en monnaie nationale ou en yuan.

"Cela ne remet pas en cause le dollar. Il continuera à avoir la valeur qu'il a, mais nous n'en avons pas besoin si nous n'avons pas l'argent pour acheter des dollars [...] il est possible d'aider l'Argentine en utilisant le yuan comme monnaie", a rapporté le journal Poder360.

Si l'Argentine appartenait aux BRICS, a poursuivi M. Lula, il serait possible de l'aider, car les BRICS seraient en mesure de "proposer une stratégie plus sereine, plus mûre et moins pragmatique", plutôt que celle "proposée par l'ordre actuel fondé sur des règles qui ne favorise que le système financier". Il a reproché au FMI de ne se manifester qu'en cas de crise dans les petits pays d'Afrique et d'Amérique latine et, au lieu de les aider, de les transformer en otages de prêts non remboursables, dont "ils ne pourront jamais sortir". C'est ce qui est arrivé à l'Argentine, qui a été accablée par le prêt de 44 milliards de dollars accordé au président Mauricio Macri en 2018, a-t-il déclaré, et qui est aujourd'hui accablée par cette



*les contacts industriels se multiplient.*

*"L'essentiel est que notre coopération repose sur les principes d'égalité, de soutien des partenaires et de respect des intérêts de chacun. C'est ce qui est au cœur de l'orientation stratégique prospective de notre association, qui reflète les aspirations de la majeure partie de la communauté mondiale, ce que l'on appelle la majorité mondiale".*

M. Poutine a insisté sur ce point : *"Le processus objectif et irréversible de dédollarisation de nos relations économiques s'accélère. Nous nous efforçons de mettre au point des mécanismes efficaces de règlement mutuel et de contrôle monétaire et financier. En conséquence, la part du dollar américain dans les opérations d'exportation et d'importation au sein des BRICS diminue : l'année dernière, elle n'était que de 28,7 %.*

*"D'ailleurs, au cours de ce sommet, nous discuterons en détail de l'ensemble des questions liées au passage aux monnaies nationales dans tous les domaines de la coopération économique entre nos cinq nations. La nouvelle banque de développement des BRICS, qui est déjà devenue une alternative crédible aux institutions de développement occidentales existantes, a un grand rôle à jouer dans ces efforts".*

M. Poutine a également souligné les deux grands axes de connectivité commerciale internationale que la Russie collabore à développer : la route maritime du Nord, qui va de la mer de Barents, près de la frontière russe avec la Norvège, au détroit de Béring, entre la Sibérie et l'Alaska, et le corridor international de transport Nord-Sud (INSTC), long de 7 000 km, qui va de Saint-Pétersbourg à Mumbai, en passant par l'Iran et la région de la mer Caspienne, entre autres pays.

dette impayable, ainsi que par le manque de réserves de change, une inflation élevée et une sécheresse dévastatrice.

Javier Milei, le joker argentin des marchés se déchaîne

Javier Milei, le fanatique néolibéral arrivé en tête des élections primaires en Argentine le 13 août, a proclamé haut et fort que s'il était élu, il couperait tous les liens commerciaux avec la Chine, parce que *"je ne fais pas d'affaires avec les communistes"*, ainsi qu'avec le Brésil, dont le président "socialiste" Lula da Silva est accusé de côtoyer *"des dictateurs et des autocrates"*. Le 16 août, lors d'une interview à *Bloomberg-TV*, il a également juré de retirer l'Argentine du Marché commun du Sud (Mercosur), un instrument d'intégration régionale dont l'Argentine fait partie avec le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay. Milei, dont les conseillers sont des adeptes de l'école de Chicago responsable de la ruine de l'économie, productive du Chili sous Pinochet, a déclaré à *Bloomberg* que *"les gens ne sont pas libres en Chine; ils ne peuvent pas faire ce qu'ils veulent et lorsqu'ils le font, ils se font tuer"*, et d'ajouter, *"Feriez-vous du commerce avec un assassin ? Et le Brésil est exactement comme la Chine"*.

Le Brésil est le premier partenaire commercial de l'Argentine, suivi par la Chine, qui a également mis à la disposition du pays une ligne de *swap* de 18 milliards de yuans, d'une importance vitale pour le pays, en particulier ces derniers temps. Chacun des deux derniers paiements du gouvernement d'Alberto Fernández au FMI a été partiellement effectué en yuans à partir de cette ligne de *swap*. La Chine a investi des dizaines de milliards de dollars dans le pays, notamment dans d'importants projets d'infrastructure.

Il a attiré l'attention des participants sur la promotion des objectifs fondamentaux : *"lutter contre la pauvreté, élargir l'accès des populations à des soins de santé de qualité, éradiquer la faim et améliorer la sécurité alimentaire"*. En ce qui concerne les céréales, il a fait remarquer que *"dans un premier temps, nous avons décidé de fournir gratuitement à six pays africains de 25 à 50 000 tonnes de céréales chacun, avec livraison gratuite de ces cargaisons. Les négociations avec les partenaires sont en cours d'achèvement"*. Et de conclure : *"Je voudrais inviter les représentants des milieux d'affaires de vos pays à participer au Forum économique oriental en Russie qui se tiendra du 10 au 13 septembre dans la ville de Vladivostok, où, par tradition, les discussions porteront sur des questions qui intéressent également les milieux d'affaires des pays BRICS."*

En ce qui concerne la politique étrangère, M. Milei s'est vanté que sa priorité serait de mener une "lutte mondiale contre les socialistes et les étatistes" et d'établir des liens "avec les démocraties du monde", les États-Unis, Israël et l'Union européenne. Il a annoncé que son premier voyage à l'étranger en tant que président serait en Israël et, suivant l'exemple de son bon ami Jair Bolsonaro, l'ancien président brésilien en disgrâce, il a déclaré qu'il couperait également les liens diplomatiques avec le Venezuela, le Nicaragua et Cuba. Les propos de Milei ont suscité nombre de réactions, qualifiant ceux-ci de "suicidaires" et impossibles à appliquer en raison, notamment, des violations de contrats et des dédommagements financiers avec les entreprises et les banques chinoises que cela entraînerait. Face au tollé, Milei a été contraint de se modérer.



## Pour Sarkozy, la diplomatie et la neutralité de l'Ukraine sont les seules solutions possibles

Le 16 août, à l'occasion de la publication du nouveau livre de Nicolas Sarkozy, *Le Temps des Combats*, le *Figaro Magazine* a publié une longue interview de l'ancien président français dans laquelle celui-ci, s'exprimant clairement en tant que voix d'une faction plus réaliste de l'establishment de la politique étrangère française, résume une nouvelle fois ses opinions sur la Russie. M. Sarkozy a d'abord rendu hommage à Hélène Carrère d'Encausse,

experte de la Russie qui vient de décéder et qui était une personnalité extrêmement respectée. Puis, il a déclaré : *"Les Russes sont des Slaves. Ils sont différents de nous. La discussion est toujours difficile et a suscité beaucoup de malentendus dans notre histoire commune. Malgré cela nous avons besoin d'eux et ils ont besoin de nous. J'ai eu de profonds désaccords avec Vladimir Poutine, j'ai pris mes responsabilités en 2008, quand j'étais président du Conseil des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne.*

*Je l'avais convaincu de retirer ses chars qui étaient à 25 kilomètres de Tbilissi. Il avait commencé à envahir la Géorgie. Mais dans le même temps, avec Angela Merkel, nous lui avons montré que nous étions conscients de ses lignes rouges. C'est pourquoi nous avons refusé l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'Otan et ce malgré la forte pression américaine. Nous ne voulions pas laisser Poutine dériver vers une paranoïa anti-occidentale qui est depuis longtemps la tentation des dirigeants russes. Le complexe d'encerclement du Kremlin est une vieille histoire. Poutine a eu tort. Ce qu'il a fait est grave et se traduit par un échec. Mais une fois que l'on a dit cela, il faut avancer et trouver une voie de sortie. La Russie est voisine de l'Europe et le restera."*

Sarkozy, anticipant clairement que la réalité de la défaite occidentale s'imposera très bientôt, a déclaré : *"On ne peut pas s'en tenir à l'idée étrange de 'faire la guerre sans la faire'. Nous serons obligés de clarifier notre stratégie, surtout si cette guerre devait durer. La diplomatie, la discussion, l'échange restent les seuls moyens de trouver une solution acceptable. Sans compromis, rien ne sera possible, et nous courrons le risque que les choses - dégénèrent à tout moment. Cette poudrière pourrait avoir des conséquences redoutables."*

**Le Figaro Magazine :** *"Les Alliés affirment qu'ils soutiendront l'Ukraine "jusqu'au bout". Ont-ils raison ?"*

**Sarkozy :** *"Les mots sont forts et définitifs. Mais que veut dire ce 'jusqu'au bout' ? S'agit-il de récupérer le Donbass? De reprendre aussi la Crimée? Ou bien d'aller jusqu'à Moscou? L'annexion de la Crimée en 2014 a constitué une violation évidente du droit international. Mais s'agissant de ce territoire, qui était russe jusqu'en 1954 et dont une majorité de la population s'est toujours sentie russe, je pense que tout retour en arrière est illusoire; même si j'estime qu'un référendum incontestable, c'est-à-dire organisé sous le contrôle strict de la communauté internationale, sera nécessaire pour entériner l'état de fait actuel."*

*"Et pour le reste ? (...) Les Ukrainiens, et c'est bien normal, vont chercher à reconquérir ce qui leur a été injustement pris. Mais s'ils n'y parviennent pas complètement, le choix sera alors entre un conflit gelé - dont on sait qu'il conduira inévitablement demain à un nouveau conflit chaud - ou une sortie par le haut en recourant, là encore, à des référendums strictement encadrés par la communauté internationale, pour trancher ces questions territoriales de façon définitive et transparente."*

**Le Figaro magazine :** *"Vous dites - et vous êtes le seul à oser ce mot qui fait bondir Volodymyr Zelensky - que l'Ukraine ne devrait ni entrer dans l'Union européenne ni dans l'Otan, qu'elle devrait 'rester neutre'. Mais Poutine ne fait-il pas tout pour pousser l'Ukraine dans les bras de l'Europe?"*



**Sarkozy :** *"Il faut d'abord s'entendre sur ce qu'est la vocation de l'Ukraine. Rejoindre l'Union européenne? Je ne le pense pas. L'Ukraine est un trait d'union entre l'Ouest et l'Est. Il faut qu'elle le reste. On est en train de faire des promesses fallacieuses qui ne seront pas tenues. À l'image de celles qui ont été faites à la Turquie pendant des décennies. Pas seulement parce que l'Ukraine n'est pas prête et qu'elle ne répond pas aux critères fixés pour l'adhésion. Mais parce qu'elle doit rester un pays neutre. Je ne vois pas en quoi cette neutralité serait une insulte. Elle pourrait d'ailleurs être garantie par un accord international prévoyant des assurances de sécurité extrêmement fortes, pour la protéger contre tout risque de nouvelle agression."*

La réponse ne s'est pas faite attendre, venant du quotidien *Libération*, historiquement connu pour être un canal du parti de la guerre anglo-américain.

Suite à l'interview de M. Sarkozy, *Libération* a publié le 21 août deux articles dénigrant l'ancien président. Le premier, écrit par l'ancien rédacteur en chef "trotskiste" Serge July, situe les opinions de Sarkozy dans le cadre d'une "tentation néo-dictatoriale" globale, mettant dans le même sac Trump, Mélenchon, Sarkozy et Fillon, tous présentés comme des "crypto-poutinistes" tentés de devenir des hommes forts alors qu'ils sont déjà jugés pour leur comportement "illibéral".

Thomas Legrand s'inquiète ensuite des livres de Sarkozy qui sont en train d'être diffusés dans le public. Depuis plusieurs jours, se plaint Thomas Legrand, la télévision et les médias russes, mais aussi Dmitri Medvedev, rendent hommage à Sarkozy ! C'est une honte. Pour M. Legrand, la position de M. Sarkozy, opposée à la politique officielle de la France, est en rupture totale avec "la tradition de bienséance élémentaire des anciens chefs d'État", qui ne sont pas censés exprimer des points de vue opposés à ceux du président en exercice. Les idées de M. Sarkozy ne sont pas originales, écrit M. Legrand, elles ne font que refléter celles de l'inquiétant milliardaire américain Elon Musk...



Le chef de la "Communauté hongroise pour la paix" parle de la rencontre Türkiye-Hongrie

Endre Simo, chef de l'organisation non-gouvernementale Communauté hongroise pour la paix, s'exprimait le 20 août pour l'agence TASS sur la réunion à huis clos prévue le lendemain entre le président Recep Tayyip Erdoğan et le premier ministre hongrois Viktor Orbán.

Pour le ministre autrichien des Affaires étrangères : on ne peut pas ignorer la Russie !

Le ministre autrichien des Affaires Étrangères Alexander Schallenberg a déclaré lors d'un événement de l'Université internationale Menendez Pelayo diffusé en ligne hier : *"Nous ne pouvons pas ignorer la Russie ; nous ne pouvons pas arrêter le dialogue avec la Russie. (...) Si nous le faisons, nous excluons probablement (du système) l'Asie centrale et le Caucase du Sud également"*. M. Schallenberg a également souligné que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe reste la seule plateforme, outre l'ONU, au

Selon Endre Simo : *"Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán et le président turc Recep Tayyip Erdoğan perçoivent qu'il est impossible de mettre fin au conflit en Ukraine sans satisfaire au moins partiellement aux exigences de la Russie en matière de sécurité"*, avant d'ajouter que tous deux se tournent vers l'avenir afin de voir *"ce qu'il faut faire si l'Ukraine devient neutre et que, par conséquent, l'OTAN subit également une défaite."*

*"Avant la visite prévue du président [russe Vladimir] Poutine en Turquie à la fin du mois d'août, Erdoğan est particulièrement intéressé de savoir si Orbán voit un risque pour la sécurité dans un éventuel accord spécial partiel avec Poutine."*

Selon l'expert, Orbán ne pense pas que la Russie soit une menace pour son pays.

*"La Hongrie et la Turquie sont d'accord pour dire que la Russie ne peut pas être vaincue en Ukraine et que les sanctions n'ont pas répondu aux espoirs de l'Occident. Mais, jusqu'à présent, ils n'ont pas réussi à amener leurs alliés de l'OTAN à s'asseoir et à négocier sérieusement avec les Russes au lieu d'armer l'Ukraine"*, a noté Simo, ajoutant qu'Erdoğan voit manifestement que *"sans répondre aux exigences russes"*, il sera impossible de mettre un terme au conflit en Ukraine. De plus, selon lui, il sera impossible de reprendre l'exportation de céréales à travers la mer Noire. *"Les deux États membres de l'OTAN sont contraints, s'ils ne veulent pas risquer leurs intérêts économiques [dans les relations] avec la Russie, d'agir plus activement parmi les puissances occidentales afin de parvenir à un accord avec Moscou"*, a-t-il souligné.

Le président hongrois Viktor Orbán rejette l'UE et l'OTAN et se tourne vers l'Est

sein de laquelle les pays occidentaux et Moscou continuent d'échanger leurs points de vue. *"Nous aurons besoin de cette plateforme à l'avenir"*, a-t-il déclaré. *"Quoi qu'il arrive, la Russie restera notre plus grand voisin géographique et le premier pays en termes de nombre d'ogives nucléaires. La Russie est toujours membre du Conseil de sécurité des Nations unies. Nous ne pouvons pas discuter du changement climatique ou de toute autre question sans inclure la Russie dans la discussion"*.

M. Schallenberg a cité feu le diplomate allemand Egon Bahr, architecte de l'*Ostpolitik* des années 1970 (la politique de normalisation des relations avec l'Est pendant la guerre froide), rappelant que *"L'Amérique est irremplaçable, mais la Russie est inamovible"*.

La catastrophe démographique et économique de l'Ukraine

Dans [un article publié le 20 août par le site Al Mayadeen](#), intitulé *"Les conditions de vie en Ukraine ressemblent à un nouvel esclavage, un triomphe de la 'démocratie' occidentale au XXIe siècle"*, il est rappelé qu'en 1991, lorsque l'Ukraine a déclaré son indépendance de l'Union soviétique, le pays avait une population de 52 millions d'habitants. En février 2022, avant l'opération militaire spéciale de la Russie, celle-ci était tombée à 37,6 millions, soit une baisse de 14,4 millions de personnes, ou près de 27 %. Aujourd'hui, selon les estimations de l'Institut ukrainien pour l'avenir, l'Ukraine ne compte plus que 29 millions d'habitants, suite au départ de nombreuses femmes et enfants dans les premières phases de la guerre. La population ukrainienne a donc diminué de 43 % depuis 1991. L'Institut indique que le taux de fécondité moyen est de 0,7 enfant pour les femmes en âge

Le président hongrois Viktor Orbán a créé son propre sommet hier, avec la participation à Budapest des dirigeants de la Turquie, de la Serbie, du Qatar et d'un grand nombre de pays d'Asie centrale.

C'était à l'occasion de la fête nationale hongroise, qui commémore la fondation de l'État il y a plus de 1 000 ans (elle est également connue sous le nom de fête de la Saint-Étienne, de fête de la Fondation et de fête de la Constitution). Il est à noter qu'il n'a invité aucun dirigeant de l'Union européenne et/ou de l'OTAN, soulignant ainsi les alliances qu'il souhaite le plus renforcer.

Outre sa rencontre avec le président serbe Aleksandar Vucic, au cours de laquelle la Hongrie s'est assurée d'une source de gaz naturel au cas où l'Ukraine fermerait le gazoduc qui traverse leur territoire, la réunion à huis clos de M. Orbán avec le président turc Recep Tayyip Erdoğan aurait été axée en particulier sur la sécurité énergétique. Ils auraient également abordé les sujets de la coopération bilatérale, de la guerre en Ukraine et de l'adhésion de la Suède à l'OTAN. Erdoğan retournera en Hongrie le 18 décembre pour participer à une réunion du conseil de coopération stratégique de haut niveau. Selon le ministre hongrois des affaires étrangères, Peter Szijjarto, la réunion devrait déboucher sur un accord concernant l'établissement d'un partenariat stratégique prioritaire et d'une assistance mutuelle dans les situations d'urgence.

de procréer (généralement entre 15 et 44 ans), à comparer avec la moyenne de 2,1 enfants par femme pour que une société se reproduise. En Ukraine, le nombre de naissances risque d'être bientôt dépassé par celui des morts naturelles, même si on compare ce taux à ceux, pourtant désastreux, de l'Europe et des États-Unis.

en ce qui concerne la main d'oeuvre, l'Ukraine compte actuellement entre 9,1 et 9,5 millions d'actifs ; si l'on déduit les fonctionnaires, elle ne compte plus que 6 à 7 millions de personnes.

D'autre part, depuis que l'Ukraine a déclaré son indépendance le 24 août 1991, elle a été soumise à la politique de la thérapie de choc anglo-américaine et aux conditionnalités du FMI. Il en a été de même pour la Russie, mais Evgueni Primakov et Vladimir Poutine ont entamé le processus de libération de la Russie de cette politique vers 1999.

Aujourd'hui, de nombreux hommes ukrainiens ne s'inscrivent pas à l'assurance chômage - en moyenne 28 \$ par mois - par peur que leur nom ne soit communiqué à l'armée, ce qui entraînerait leur enrôlement. En août, les députés du parti 'Serviteur du Peuple' de Volodymyr Zelenskyy ont présenté au parlement unicaméral, la *Verkhovna Rada*, un projet de loi prévoyant la conscription de tous les hommes éligibles qui ne sont pas dans l'armée pour effectuer des "travaux publics", mais il semble qu'une grande partie de ces "travaux publics" pourraient en réalité concerner l'industrie de la défense.

Le Burkina Faso envoie des centaines de camions de vivres au Niger

Le Burkina Faso a envoyé des centaines de camions de nourriture et d'autres matériaux au Niger. Ces quelques 300 camions ont contribué à soulager la crise humanitaire causée par les sanctions imposées par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), après la prise de pouvoir par l'armée nigérienne en juillet. Toutefois, en raison de ces sanctions, l'entrée au Niger à la frontière nigérienne est fortement entravée. Cette situation est source de difficultés au Niger, mais aussi dans le nord du Nigeria, où une grande partie de la population dépend du commerce transfrontalier pour sa subsistance. Selon l'*AFP*, en raison du danger que représentent les groupes terroristes opérant dans la région frontalière entre le Niger et le Burkina Faso, les camions ont été protégés par des escortes militaires des deux pays.

Le Burkina Faso, qui fait également l'objet de sanctions de la part de la CEDEAO, est l'un des pays les plus pauvres de la région, mais il fait preuve de solidarité avec le Niger. Le Burkina Faso, ainsi que le Mali et la Guinée, se sont déclarés alliés du Niger et ont averti que toute attaque militaire contre le Niger serait considérée comme une attaque militaire potentielle contre eux-mêmes.

## Le bilan tragique des décès par overdose aux États-Unis

Le *San Francisco Chronicle* a publié aujourd'hui une base de données nationale permettant de suivre les décès par overdose aux États-Unis pour 100 000 habitants, par comté. Selon les données compilées, plus de 1 000 000 de personnes sont mortes depuis 1999, dont 107 669 l'an dernier, 73 654 à cause du fentanyl. La région la plus touchée a été Baltimore (Maryland), avec 174,1 décès pour 100 000 habitants. Les quatre suivantes sont, dans l'ordre, le comté de Davidson County, Tennessee, 101,5 ; Philadelphia County, Pennsylvanie, 88,5 ; Marion County, Indiana, 84,1 ; Washington, D.C., 77,9.

La base de données sera mise à jour tous les mois à partir de données provenant de la base de données de santé publique du CDC, connue sous le nom de CDC WONDER.

**Samedi 9 septembre**

**De concert avec la majorité planétaire,  
écrivons un nouveau  
chapitre de l'histoire**

**Visioconférence internationale**

**[S'inscrire à la conférence](#)**

**Appel d'Helga Zepp-LaRouche aux citoyens du  
"Nord planétaire"**



- [Soutenons la construction d'un nouvel ordre économique mondial juste!](#)

**S'abonner à la lettre de l'Institut Schiller**



## **Institut Schiller**

75005 - Paris

Cet email a été envoyé à {{contact.EMAIL}}  
Vous l'avez reçu en tant que membre de l'Institut Schiller  
ou en tant qu'abonné à sa lettre hebdomadaire.

[Se désinscrire](#)